

Journée Nationale



1^{er} avril 2025

La formation continue : les fondamentaux

Intervention d'Alain DRUELLES

- . Associé Fondateur de Quintet Conseil
- . Chef de projet de la réforme de la formation professionnelle à la Délégation Générale pour l'Emploi et la Formation Professionnelle qui trouvera sa traduction dans la Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » du 5 septembre 2018
- . Ancien Directeur de l'Education et de la Formation au Medef
- . Ancien Conseiller en charge de la Formation Professionnelle aux cabinets de Muriel Pénicaud et Elisabeth Borne, Ministres du Travail

U N E T P

F O R M A T I O N C O N T I N U E :
Q U E L L E S O P P O R T U N I T E S ?

P A R I S

L E 1 ^e r A V R I L 2 0 2 5

U N E T P

F O R M A T I O N C O N T I N U E : Q U E L L E S
O P P O R T U N I T E S ?

P A R I S

L E 1 ^e r A V R I L 2 0 2 5



FORMATION CONTINUE:

Un secteur porteur ?

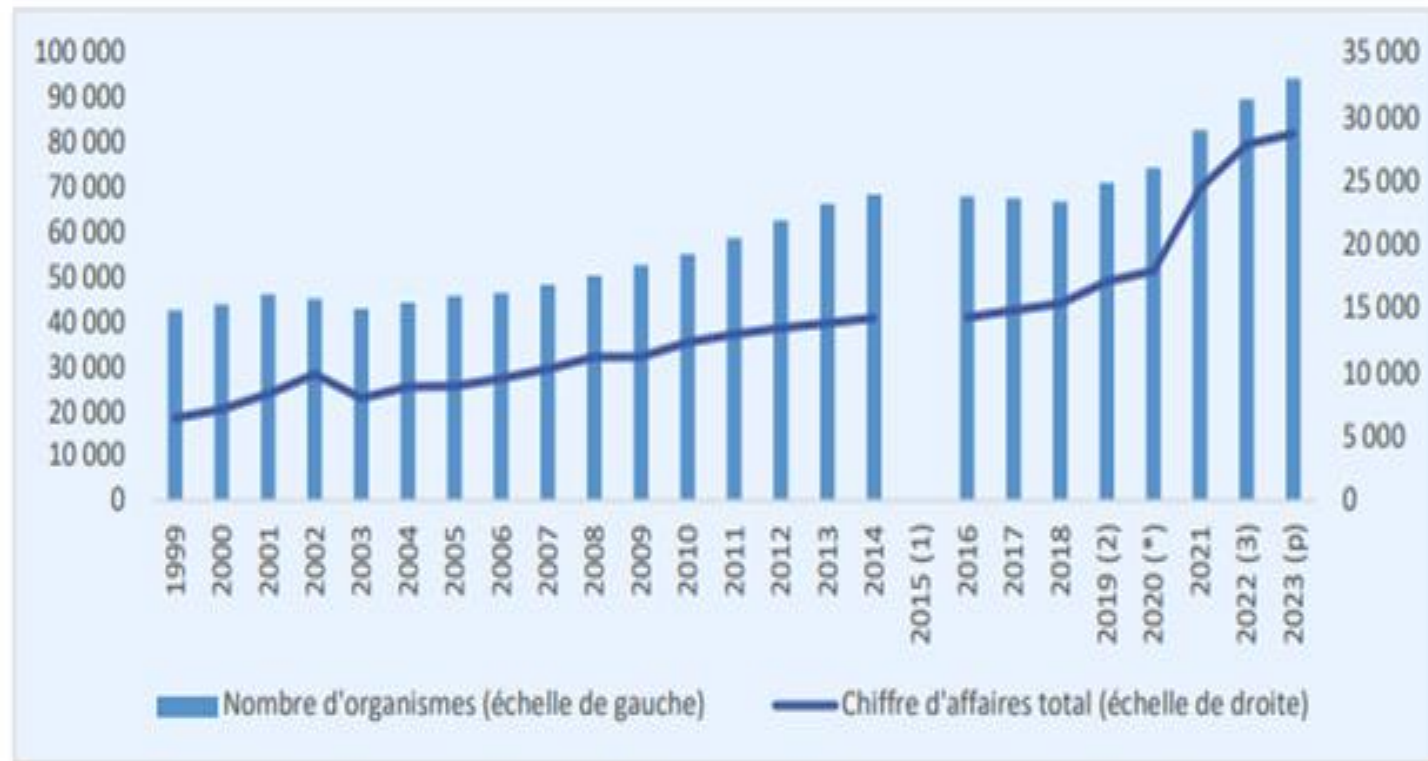
**Régulation publique, investissements privés,
quelles articulations? Quelles incidences?**

Un ou des marchés?



Organismes de formation

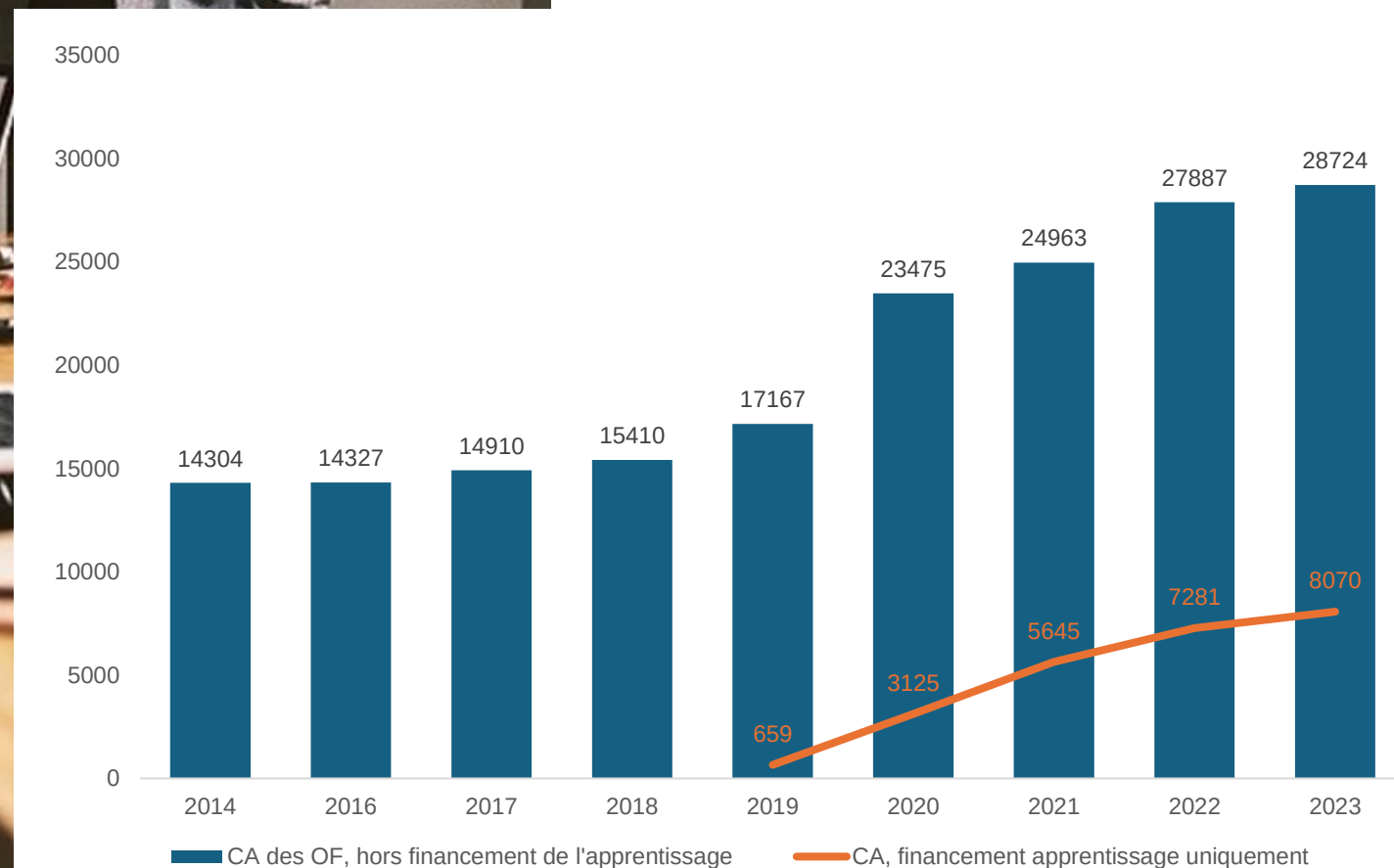
Evolution de l'effectif et du CA des organismes de formation de 1999 à 2023



❖ +5% depuis 2022

❖ + 41% depuis 2018

Evolution du chiffre d'affaires des organismes de formation depuis 2013 (en millions d'euros)

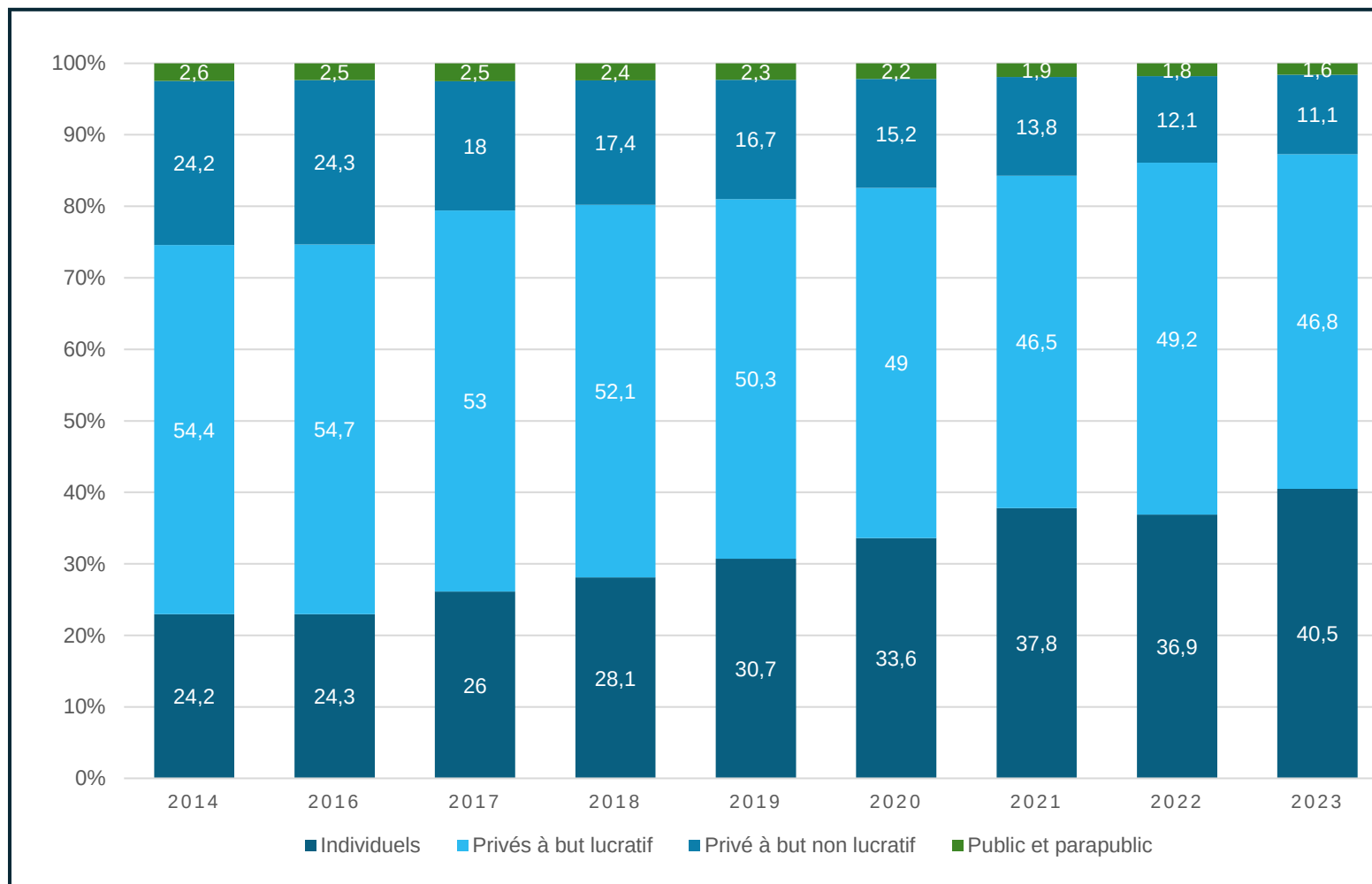


❖ +3% depuis 2022

❖ + 86,4% depuis 2018

Statut des organismes de formation

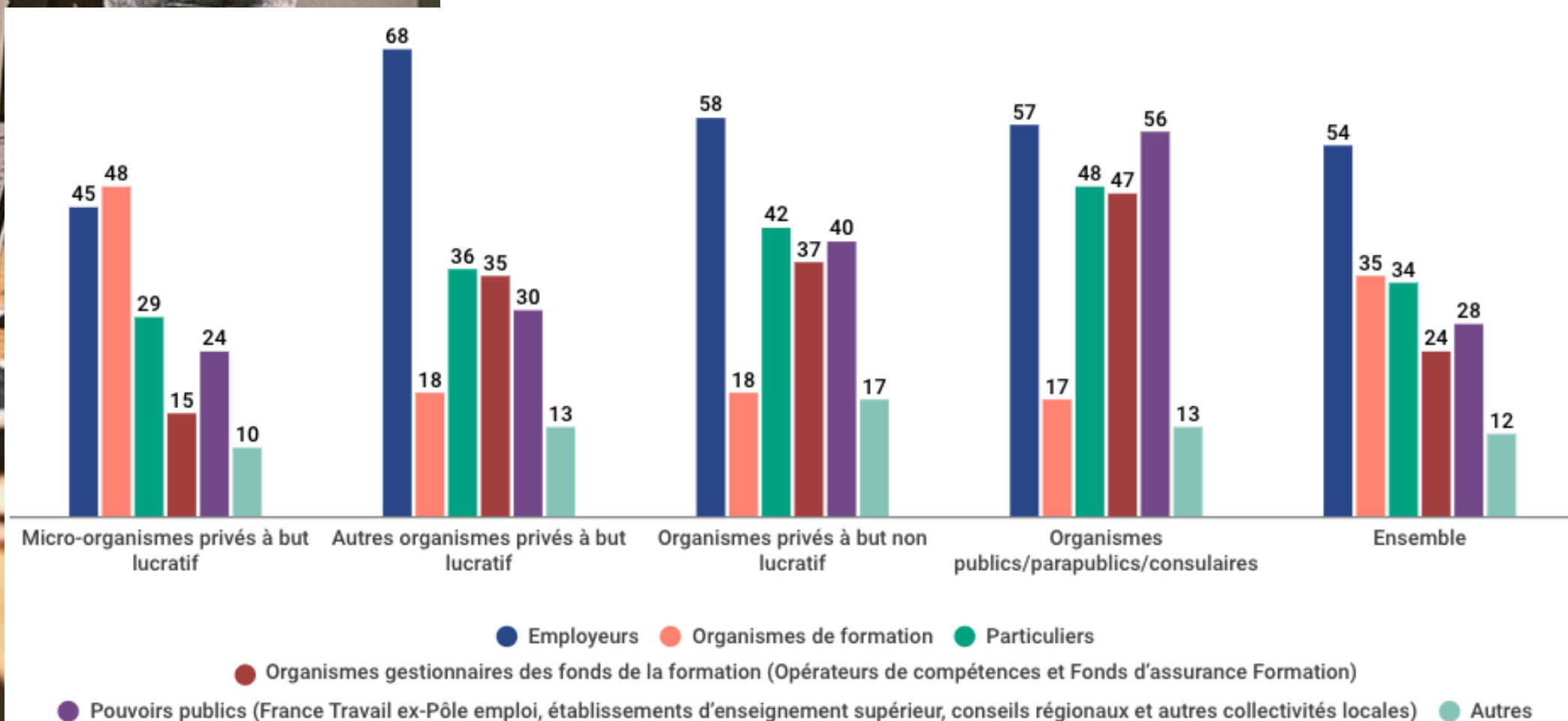
- ❖ 98% des organismes relèvent du privé
- ❖ La part des organismes individuels est passée de 24,2% en 2014 à 40,5% en 2023.
- ❖ Parallèlement, celle des organismes privés à but lucratif a perdu près de 10 points, passant de 54,4% à 46,8% sur la même période.



Evolution de nombre de formations, hors apprentissage depuis 1999



Des financeurs/publics différenciés selon le statut de l'OF





REMARQUES ET QUESTIONS

Une augmentation d'organismes de formation significative mais un « effet d'optique »

Formateur, certificateur, éditeur...une diversification et une « interopérabilité » plus forte..

Vers une activité plus capitalistique?

Vers une réduction du nombre d'organisme de formation?

Diversification ou spécialisation?

Un marché fortement structuré par les financements publics.



L'évolution des dépenses publiques

Dépenses par financeurs

Par rapport à 2021, les dépenses des financeurs publics ou assimilés ont augmenté de 11,7%, portées , portées par les dépenses intermédiaies (+8%). Toutefois, la hausse des dépenses intermédiaies apparaît surtout liée à la croissance de l'assiette des contributions : entre 2021 et 2023, le ratio entre dépenses intermédiaies et masse salariale est resté quasi stable, tandis que la masse salariale totale a crû de 15 %.

	2021	2022	Evolution	Structure de la dépense
OPCO	9 710	10 952	+ 12,3	34,4%
Etat	6 816	8 100	+ 18,8	25,5%
Régions	3 777	4 044	+ 7,1	12,7%
Autres collectivités	113	124	+ 9,8	0,4%
Pole emploi	3 909	6 623	+ 6,5	12,2%
Autres (CDC,AGEFIPH)	2 307	3 883	- 0,7	8,6%
Ménages	1 849	2 740	+ 18,8	6,2%
Ensemble	28 483	31 808	+ 11,7	100

Une baisse du budget de France Compétences

	2025	2024	2023	2022	2021
Alternance	9 686	10 197	10 147	10 800	
- NPEC app	5 776	- 6 272	6 174	6 835	2 675
- Contrats de pro	- 3 600	- 3 600	3 600	3 600	-
- CNFPT	- 5	- 10	15	15	2
- Compléments NPEC Régions	88	- 88	138	138	138
- Investissements régions	180	- 180	180	180	180
- CCCA BTP	- 79	77,1	78	75	-
- Aide permis de conduire	38	- 47	40	32	20
CPF	1 950	2 055	2 375	2 760	1 417
DE-PIC	800	800	800	1 684	1 632
PDC -50	550	550	550	540	-
CPF transition	435	435	500	500	553
FAF non-salariés	337	327,6	283	273	-
CEP	110	81	100	100	82
Divers	1 100		47,2	45,2	-
Fonctionnement FC	24,5	23,7	23,1	22,4	22
Dette	35	22	56	4,6	-
TOTAL	14,1 milliards	14,6 milliards	14, 9 milliards	16, 8 milliards	6,7 milliards



REMARQUES ET QUESTIONS

Après une très forte hausse des financements publics, plusieurs budgets sont à la baisse en 2024. Elle sera presque généralisée en 2025.

Ce mouvement de baisse est-il durable?

Quelles priorités, à la baisse comme à la hausse?

Des réformes structurelles sont-elles souhaitables? Possibles?



Les demandeurs d'emploi



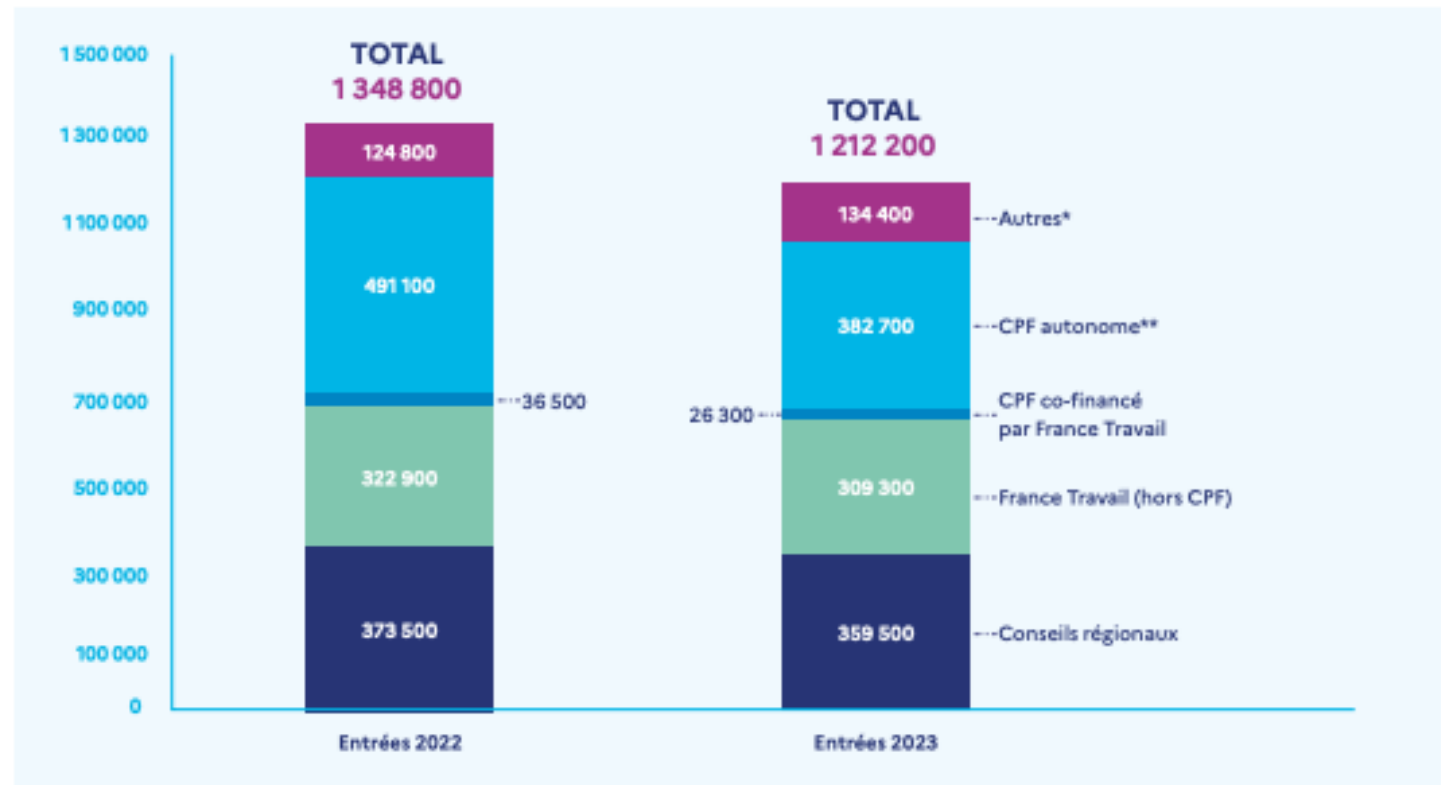
Des financeurs multiples, des financements à la baisse:

	2021	2022	2023
France Travail	3 834	3 883	3 851
Conseils régionaux	2 192	2 428	2 354
Etat	780	791	883
CDC	769	817	587
Ménages	430	430	460
Autres financeurs	115	56	64
Total	8 120	8 405	8 199



CPF, 1er moyen d'accès à la formation pour les DE:

Évolution du nombre d'entrées en formation selon le commanditaire en 2022 et en 2023



Sources : Brest – Dares, Agora (SI CPF) – CDC. Données provisoires pour 2023.

* Les « Autres » regroupent des commanditaires variés (POEC, OPCO, État, Agefiph, ...).

** CPF autonome : entrées en formations dans le cadre du CPF sans co-financement de France Travail [demandeurs d'emploi non-indemnisés inclus contrairement à l'édition 2023 du rapport sur l'usage des fonds (RUF) de la formation professionnelle].

Lecture : En 2023, 359 500 personnes en recherche d'emploi sont entrées en formation dans le cadre d'une action de leur Conseil régional.



REMARQUES ET QUESTIONS

Après une très forte hausse des financements pour les demandeurs d'emploi, notamment sous l'impulsion du PIC, le mouvement de baisse s'est amorcée en 2023.

La baisse sera plus marquée en 2025 mais après?

Ce marché est aussi caractérisé par les faibles marges et l'émiettement des modes d'interventions: actions collectives, individuelles, par opérateurs, lots territoriaux,....

La baisse des budgets fragilise un champ d'acteur.s déjà fragilisés par les caractéristiques précédentes

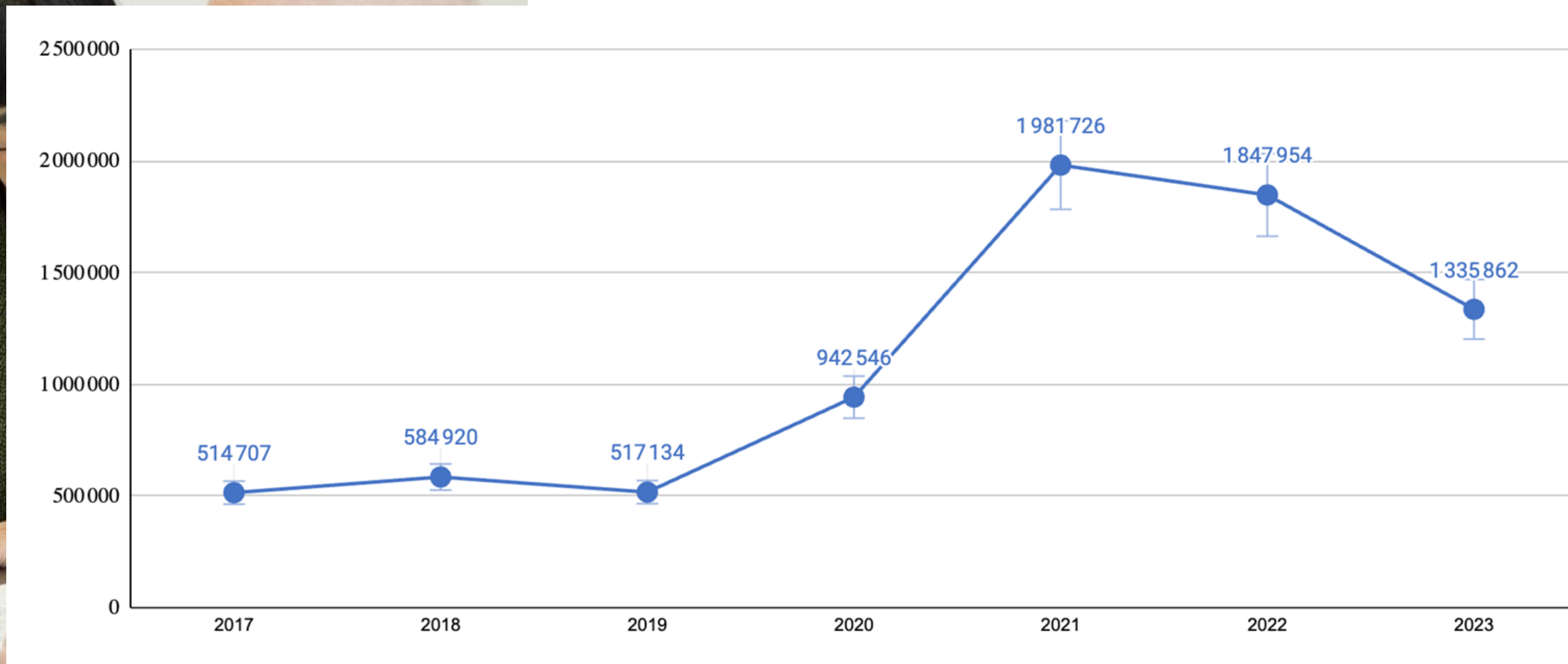


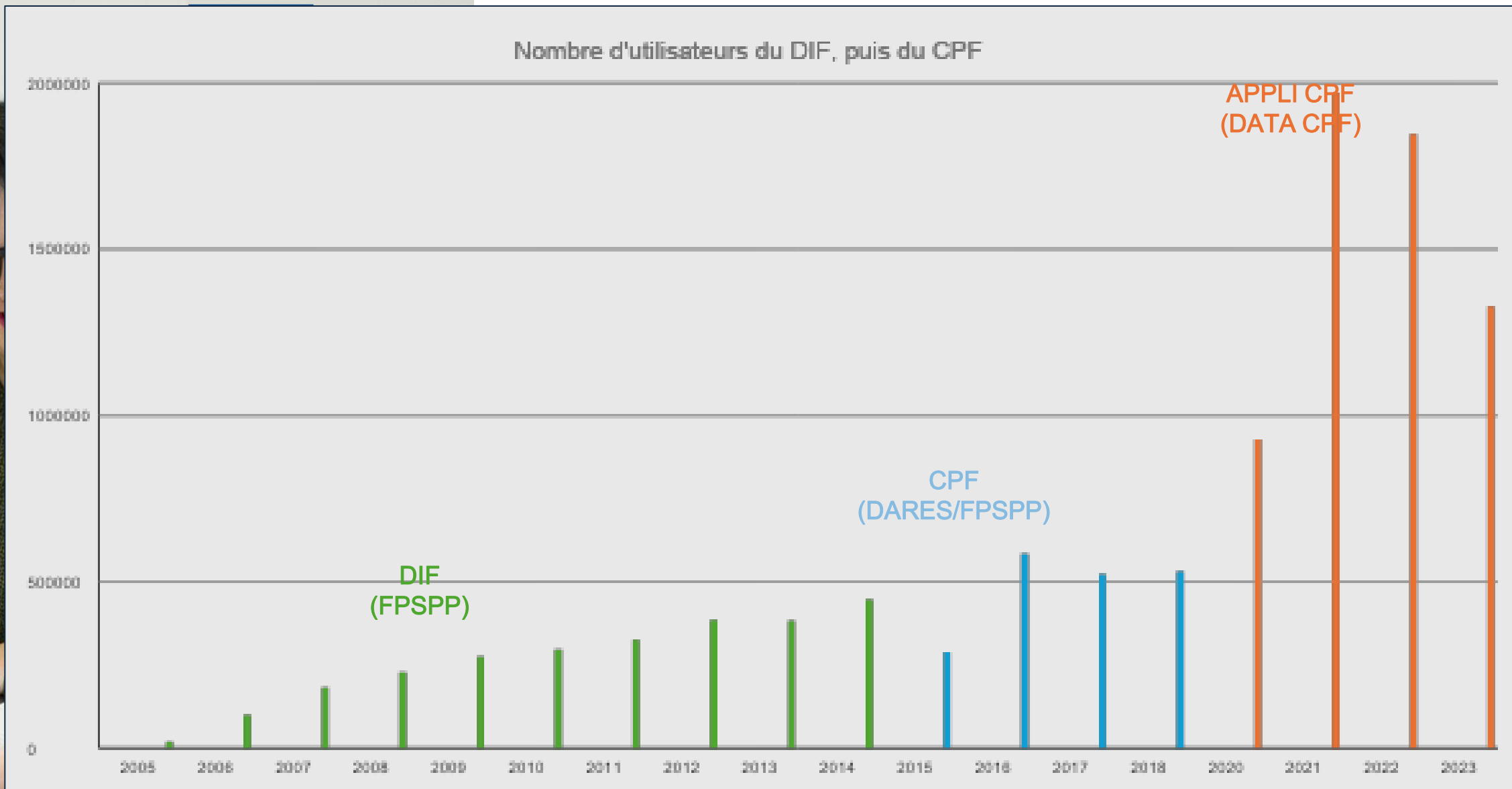
**MON
COMPTE
FORMATION**

Le compte personnel de
formation

MON

Entrées annuelles en formation CPF entre 2016 et 2023





MON COMPTE FORMATION



Les variations sont en nombre de titulaires et non de montant engagé

Statuts pris en compte : Clos - Réalisation Partielle, Clos - Réalisation Totale, Entrée en formation, Sortie de formation

NB : La variation sur le dernier mois est fortement biaisée car on intègre pas les dossiers en statut "validé" dont certains vont potentiellement se transformer en statut "entrée en formation"

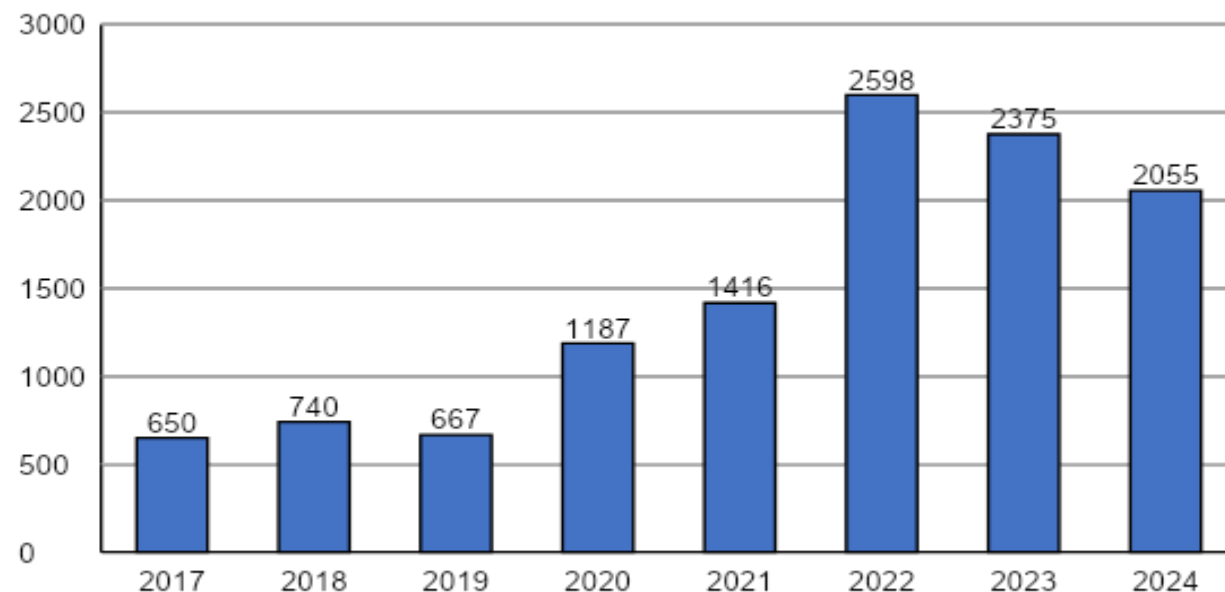
- ❖ En octobre 2024, le nombre de titulaires entrés en formation sur les 10 premiers mois de l'année, est de 1 296 760, en octobre 2023, ce nombre était de 1 221 560, soit une hausse de 6% .
- ❖ Cette hausse est principalement le fait d'une surconsommation avant la mise en place du reste à charge, soit sur les 4 premiers mois de l'année.

MON COMPTE FORMATION

En 2023, les demandeurs d'emploi représentent près d'1 utilisateur sur 3 (30,7%).

Les 56 ans et plus représentent plus d'un utilisateur sur 10 (10,75%) alors qu'ils représentent 19% de la population active quand les moins de 35 ans représentent 45%, alors qu'ils représentent 31% de la population active.

Evolution des dépenses liées au CPF
(en millions d'euros)



Les dépenses liées au CPF ont plus que triplé depuis 2017, passant de 650 millions alors à 2,055 milliards budgétés par France compétences pour 2024 ; rappelons que les utilisateurs sont alors passés de 500 000 à 1,4 million.



REMARQUES ET QUESTIONS

Une série de dispositions (déférencement OF sur la création d'entreprises, validation France Connect, instauration d'un reste à charge, décret sous-traitance,...) ont favorisé une baisse du nombre de formations financées.

Les sommes allouées au financement du CPF sont donc en diminution.

L'accent est mis sur la gestion des abondements des entreprises ou autres financeurs et le SI évolue désormais rapidement.

Les entreprises vont-elles développer des politiques/pratiques d'abondements?

Quelles évolutions juridiques et techniques?



L'investissement des entreprises

Dépenses au titre de la FP des entreprises et associations du secteur privé

En 2023, les dépenses nettes au titre de la formation des entreprises et associations du secteur privé s'élèvent à 25 milliards d'euros. Les dépenses directes atteignent 15,2 Md€, soit 59 % de l'ensemble des dépenses déclarées par les entreprises, et les dépenses intermédiées, 10,5 Md€, soit 41 % du total.

En milliards d'euros (% pour le taux de remboursement)	2020	2021	2023 (p) *
Dépenses directes** (1)	11,4	14,6	15,2
Dépenses intermédiées*** (2)	6,2	9,7	10,5
Dépenses brutes (3) = (1) + (2)	17,5	24,3	26,0
Remboursements et autres aides**** (4)	0,7	0,8	0,9
Taux de remboursement et d'aide (5) = (4) / (3)	4%	3%	4%
Dépenses nettes (6) = (3) - (4)	16,8	23,5	24,7

Dépenses au titre de la FP rapportées à la masse salariale

Par rapport à 2021, les dépenses nettes des entreprises et associations ont légèrement augmenté(+5%), portées par les dépenses intermédiées (+8%). Toutefois, la hausse des dépenses intermédiées apparaît surtout liée à la croissance de l'assiette des contributions : entre 2021 et 2023, le ratio entre dépenses intermédiées et masse salariale est resté quasi stable, tandis que la masse salariale totale a crû de 15 %.

	2020	2021	2023 (p)*
Masse salariale (en milliards d'euros)	557	578	662
Dépenses au titre de la formation professionnelle (en % de la masse salariale) dont :			
Dépenses directes (1)	2,0	2,5	2,3
Dépenses intermédiées (2)	1,1	1,7	1,6
Remboursements et aides publiques (3)	0,1	0,1	0,1
Taux de participation financière (1) + (2) - (3)	3,0	4,1	3,7



REMARQUES ET QUESTIONS

Le montant des financements des entreprises a augmenté sous l'effet conjugué de l'augmentation de la masse salariale , de mesures incitatives et d'un contexte, rétrospectivement, plutôt favorable.

Dans certains secteurs, les financements sont mobilisés fortement pour des formations obligatoires.

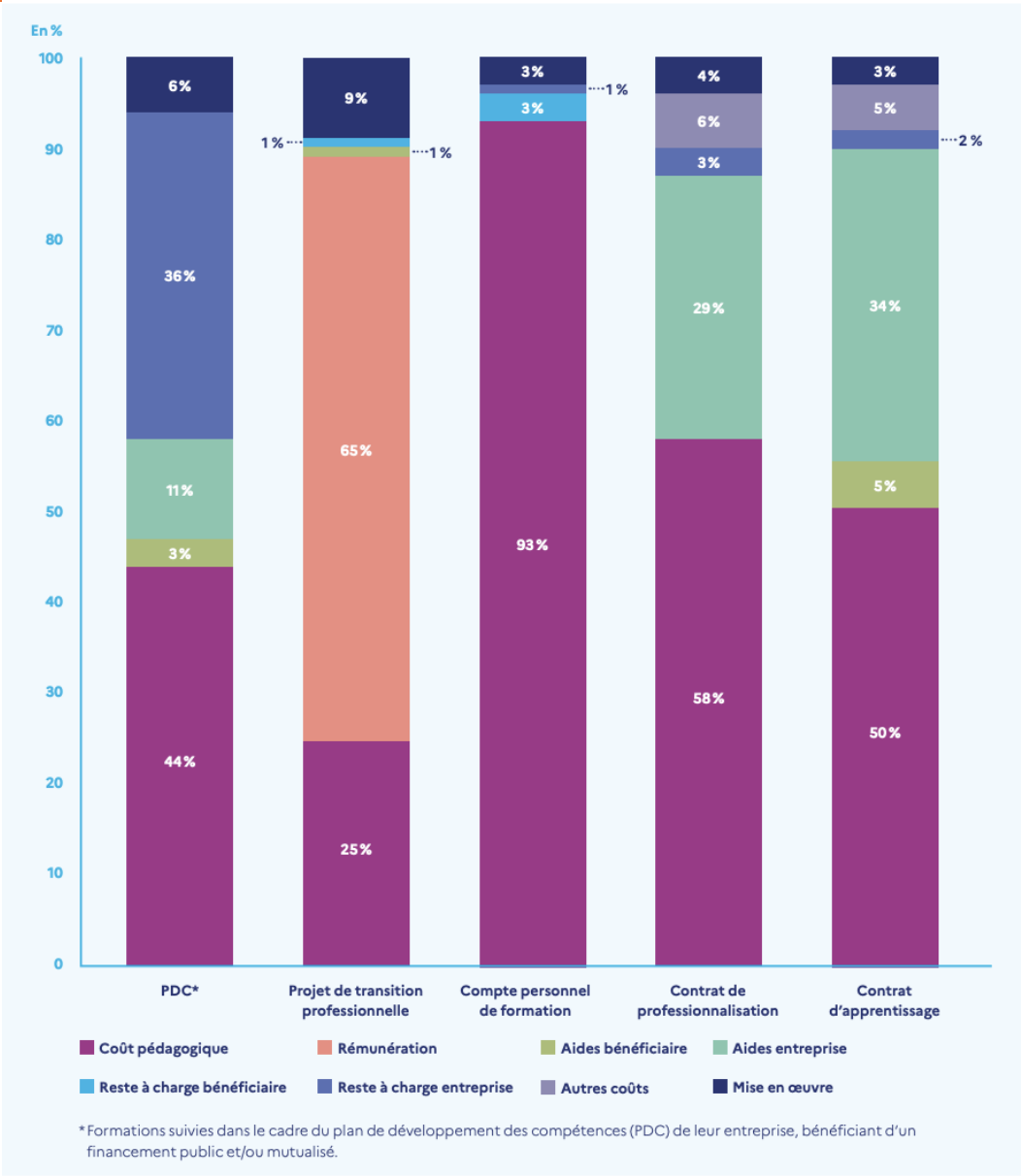
Vont-elles monter en puissance et compenser , sinon plus, la baisse prévisible des financements publics?

Quelles sont les facteurs/mesures à mettre en œuvre?



Les caractéristiques des dispositifs

Composition des coûts unitaires de cinq des catégories d'action selon les huit natures de coûts suivies



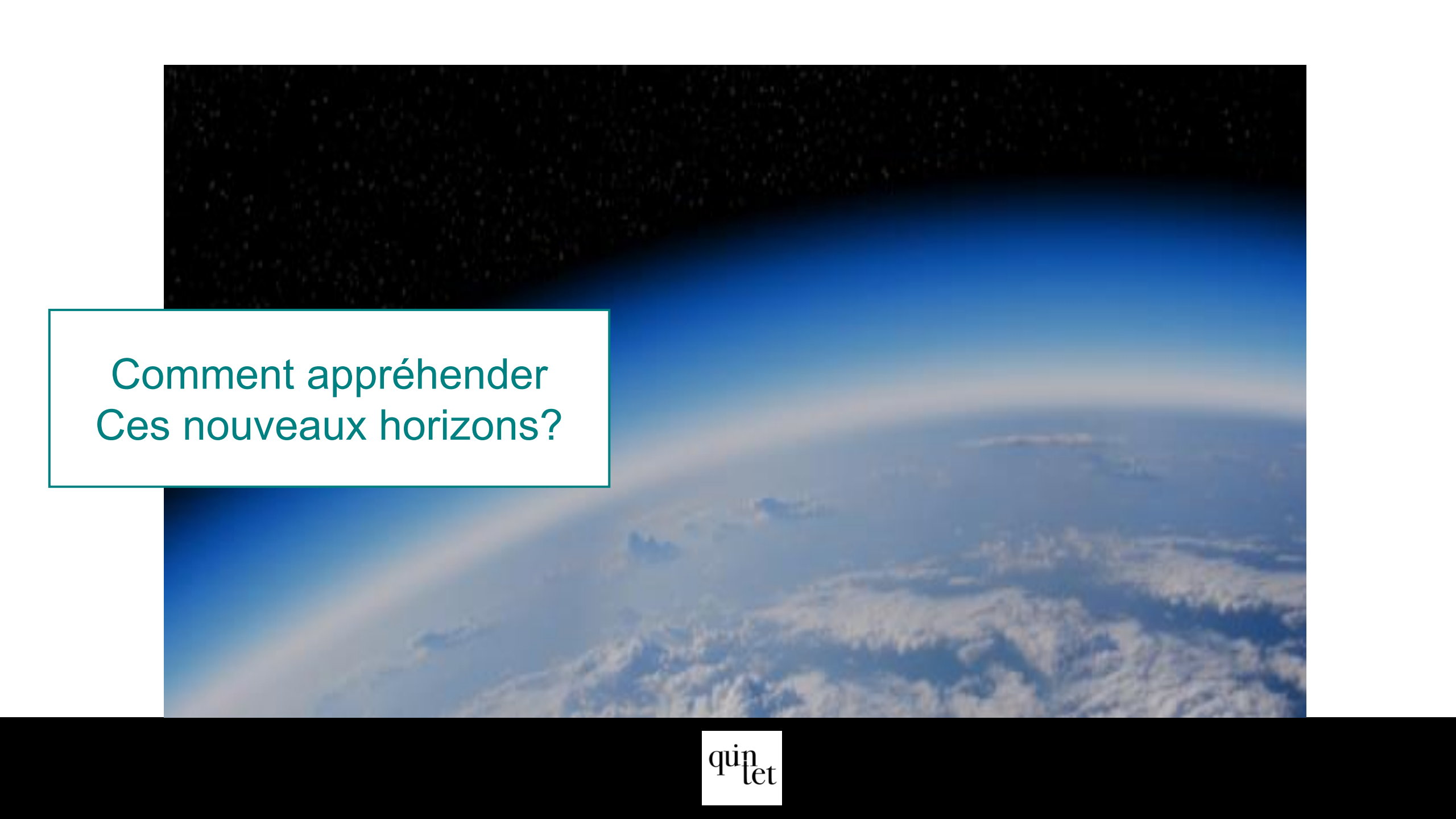
Source : RUF 2025, France Compétences, février 2025

USAGE DES FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU CEP EN 2023



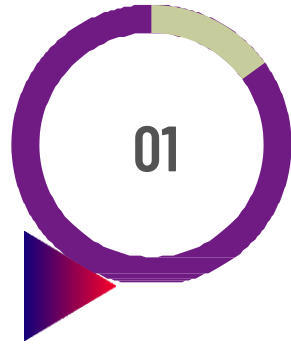
Année 2023		Fonds engagés	Nombre d'entrées	Coût unitaire	Durée moyenne
p.92	Formation des salariés dans le cadre du plan de développement des compétences*	2 663 M€	4 483 700	609 €	19 heures
p.64	Compte personnel de formation	2 157 M€	1 339 800	1 610 €	61 heures
p.56	Contrat de professionnalisation	1 015 M€	115 800	8 762 €	11,5 mois**
p.18	Contrat d'apprentissage	15 928 M€	826 900	19 263 €	17,7 mois**
p.84	Projet de transition professionnelle	519 M€	17 800	29 220 €	943 heures
p.76	Formation à destination des personnes en recherche d'emploi***	n.d.	829 500	n.d.	4,2 mois
p.100	Conseil en évolution professionnelle	n.d.	3 238 500	n.d.	n.d.

Source : RUF 2025, France Compétences, février 2025



Comment appréhender
Ces nouveaux horizons?

Comment appréhender l'évolution de son activité?



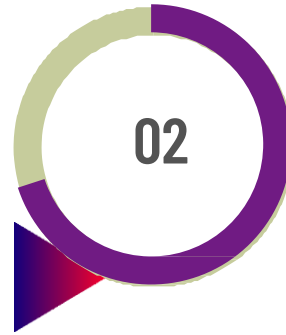
Quels segments de marchés
Dois-je aborder?

Y-t-il eu des besoins exprimés? Des
sollicitations?

A quel point sont-ils éloignés de mon
activité actuelle?

Quels « bénéfices » en attendez-vous?

Le tout est-il compatible avec « l'ADN de
ma structure et de mes équipes »?



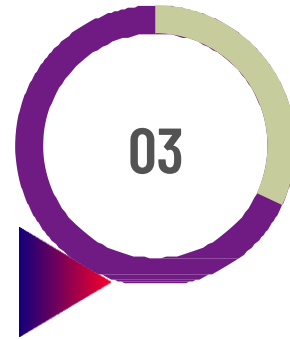
Quelle organisation dois-je faire
évoluer ou mettre en place?

Dois-je faire évoluer ma structure ou
créer/s'associer à une autre structure?

Quelle organisation pédagogique?

Quelle organisation commerciale?

Quel business plan?



Quelle positionnement « marketing »?
Comment faire évoluer sa « marque »?

Capitaliser sur une extension de son
activité?

Investir sur une marque différente?

Quelles conséquences en termes
d'organisation? de communication?